



**PRÉFÈTE
DE L'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société ARKEMA
Commune de Villers-Saint-Paul**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN, en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 26-II-1-a) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé relatif aux actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 mettent en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/l, qui prévoit :

« En application de la procédure correspondante, il [l'exploitant] arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abatement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/l » ;

Vu l'article 26-II-1-g) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé, qui prévoit :

« Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion de l'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible.

Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en Legionella pneumophila supérieure à 100 000 UFC/l.

Si l'installation est également concernée par l'article 26-I-2 c, les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/l peuvent être soumises de manière conjointe.

L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.

Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement. »

Vu l'arrêté préfectoral du 30 mars 2007 modifiant les prescriptions réglementant le fonctionnement de la société ARKEMA à Villers-Saint-Paul ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le courrier du 7 octobre 2021 de la société ARKEMA sollicitant auprès de Madame la Préfète de l'Oise une demande de dérogation à la mise à l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau à l'atmosphère des tours aéroréfrigérantes des bâtiments 158, 159 et 144 de son site de Villers-Saint-Paul, en cas de concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/l ;

Vu l'avis technique du 10 juillet 2024 de la société KoSAMTI, sur lequel s'appuie la société ARKEMA pour définir des mesures compensatoires liées à l'impossibilité d'arrêt immédiat de la dispersion d'eau à l'atmosphère du circuit de refroidissement des tours aéroréfrigérantes (TAR) des bâtiments 144, 158 et 159 de son site de Villers-Saint-Paul ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 2 septembre 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courriel du 14 octobre 2024 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. La société ARKEMA exploite, à Villers-Saint-Paul, des installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, relevant du régime de l'enregistrement sous la rubrique n° 2921, d'une puissance thermique évacuée totale de 17 542 kW et associées à trois circuits distincts :
 - Circuit bâtiment 144 composé de 3 TAR (A1, A3, A4) ;
 - Circuit bâtiment 158/125 composé de 4 TAR (2 boucles de 2 TAR 1-2 et TAR 3-4) ;
 - Circuit bâtiment 159 composé de 2 TAR (AR 37011, TAR 37021) ;
2. L'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé prévoit la possibilité de déroger à l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau des tours aéroréfrigérantes, lorsque cet arrêt nécessite l'arrêt progressif d'installations de production, sur une période plus ou moins longue ;
3. Il est impossible de procéder à l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau des tours aéroréfrigérantes des bâtiments 144, 158 et 159 susvisées, en cas de réception de résultats, provisoires confirmés ou définitifs, indiquant une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/l, dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;
4. La société ARKEMA sollicite une dérogation pour arrêter la dispersion d'eau des tours aéroréfrigérantes des bâtiments 144, 158 et 159 susvisées, dans un délai de 24 heures, afin d'arrêter la dispersion d'eau dans des conditions compatibles avec la sécurité du personnel, la protection de l'environnement et la sauvegarde de l'outil de production ;
5. L'impossibilité d'arrêt immédiat de la dispersion de l'eau par les tours aéroréfrigérantes des bâtiments 144, 158 et 159 susvisées est justifiée par l'impact sur la sécurité, sur l'environnement et sur l'outil de production qu'engendrerait un tel arrêt, ces installations étant en outre indispensables à l'activité de production ;
6. L'exploitant a proposé des mesures compensatoires aux mesures exigées par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé lors de l'arrêt immédiat ;
7. Il est nécessaire de prescrire des mesures compensatoires qui doivent être mises en œuvre par l'exploitant pour pallier l'impossibilité d'arrêt immédiat de la dispersion des tours aéroréfrigérantes des bâtiments 144, 158 et 159 susvisées, en cas de concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/l ;
8. Par ailleurs, l'exploitant projette de modifier la stratégie de traitement de l'ensemble des circuits de refroidissement du site ;

9. La période de transition des modifications de la stratégie de traitement, et notamment la mise en œuvre des produits biodispersants et biocide non oxydant, ainsi que de l'hydraulique des circuits afin de réduire et maintenir le biofilm à une épaisseur minimale ;
10. Cette période transitoire est de nature à induire un transfert des micro-organismes vers l'eau circulante ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet

La société ARKEMA, dont le siège social est situé 420 rue d'Estienne d'Orves 92700 COLOMBES, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air visées par la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées, qu'elle exploite sur la commune de Villers-Saint-Paul (60870).

Article 2 – Arrêt de la dispersion :

Sous réserve de la mise en œuvre des mesures compensatoires fixées à l'article 3 du présent arrêté, l'exploitant peut ne pas mettre en œuvre l'arrêt immédiat de la dispersion de la ou des tours aéroréfrigérantes des circuits concernés par un résultat provisoire, confirmé ou définitif, de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L prévu à l'article 26-II-1-a), prévu par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé.

Le délai maximal d'arrêt de la dispersion pour chaque tour, après réception des résultats provisoires confirmés ou définitifs de la concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/l, est de 24 heures.

Durant ce délai de mise à l'arrêt de la dispersion d'eau à l'atmosphère des tours aéroréfrigérantes, l'utilisation de produit de traitement bio-dispersant est interdite.

Article 3 – Mesures compensatoires :

Article 3.1 – Dispositions générales :

L'exploitant se trouvant dans l'impossibilité d'arrêter immédiatement la dispersion des tours aéroréfrigérantes des bâtiments 144, 158 et 159 susvisées de son établissement, en cas de résultats provisoires confirmés ou définitifs de la concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/l, est tenu de mettre en œuvre des mesures compensatoires portant sur :

1. La maîtrise des facteurs de prolifération en *Legionella pneumophila* : les moyens prévus permettent d'assurer une bonne gestion de l'hydraulique afin de compacter le biofilm et de réduire l'épaisseur du biofilm, de protéger l'état de surface du circuit (lutte contre l'entartrage, la corrosion...) et de maîtriser la qualité d'eau d'appoint (apport de matière organique...) et des éléments de nutrition des légionelles ;
2. La maîtrise de la concentration en légionelles : les moyens prévus permettent de maintenir la qualité bactériologique de l'eau en deçà du seuil de 1 000 UFC/l en *Legionella pneumophila* et d'identifier toute dérive d'un facteur de risque notamment en injectant en continu du Chlorure de brome asservi à sa concentration résiduelle au sein du circuit ;

3. La limitation de la dispersion par un suivi renforcé du bon état et du bon positionnement des dévésiculeurs, selon une périodicité déterminée selon l'analyse de risque, et immédiatement en cas de réception de résultats supérieurs ou égaux à 1 000 UFC/l. Les dispositions relatives à la documentation, à l'entretien, au maintien dans le temps d'un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % et les dispositions relatives au changement des dévésiculeurs sont intégrées au plan d'entretien ;
4. La surveillance de l'installation : les moyens de surveillance prévus permettent de s'assurer de l'efficacité des moyens prévus en 1 et 2 ci-dessus tels que, à minima, les indicateurs physico-chimiques suivants :
 - résiduel en biocide oxydant ;
 - turbidité / MES ;
 - facteur de concentration ;
 - conductivité ;
 - chlorures ;
 - chlore total ;
 - TA ;
 - TAC ;
 - TH ;
 - pH ;
 - fer ;
 - flore totale.

Des plages de valeurs cibles et la fréquence des mesures sont définies par l'exploitant sur l'ensemble des indicateurs physico-chimiques ci-dessus. La fréquence ne pourra être inférieure à un suivi bimensuel.

La surveillance de l'installation définie au point n° 4 ci-dessus constitue le plan de surveillance réglementaire minimum.

Article 3.2 – Autosurveillance renforcée :

Durant les phases de fonctionnement des tours aéroréfrigérantes, le plan de surveillance réglementaire minimum défini à l'article 3.1 est renforcé par les mesures suivantes :

- sur les tours aéroréfrigérantes, l'exploitant réalise un :
 - suivi de la concentration en *Legionella pneumophila* et *Legionella species* par test PCR à fréquence mensuelle. Ce suivi est réalisé en alternance avec le suivi par culture selon la norme NF T90-431 (avril 2006) ;
Le point de prélèvement utilisé pour le suivi PCR sur le circuit de refroidissement doit être défini précisément, en conformité avec les dispositions de l'article 26-I-3-b de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé et selon la démarche d'analyse de risque ;
 - suivi des résultats *Legionella species* comme précurseur d'alerte pour recherche des causes de transfert du biofilm. L'exploitant recherche l'origine de la dérive lorsque la concentration en *Legionella species* est supérieure 1000 UFC/L sans attendre une potentielle présence en *Legionella pneumophila* ;
- sur les eaux d'appoint l'exploitant procède au :
 - suivi de la concentration en matière en suspension, en *Legionella pneumophila* et *Legionella species* par mise en culture selon la norme NF T90-431 (avril 2006), à minima deux fois par an.

L'ensemble des paramètres de suivi est porté sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toute dérive de l'autosurveillance fait l'objet d'actions curatives et correctives immédiates visant à rétablir la fonctionnalité de l'autosurveillance renforcée mise en place.

Article 3.3 – Mesures correctives et/ou curatives à réaliser à réception de résultats d'analyse supérieurs à 100 000 UFC/l en Legionella pneumophila :

Dès réception de résultats provisoires confirmés ou définitifs de la concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/l, l'exploitant :

- s'assure que la conductivité de l'eau du circuit est proche de la valeur minimale de la fenêtre cible avant l'injection du biocide non oxydant. Si nécessaire, la purge de déconcentration sera ouverte jusqu'à atteindre cette condition ;
- réalise une désinfection choc de biocide non oxydant (isothiazolinone concentration 100 mg/l) sur le circuit de refroidissement ayant fait l'objet du dépassement du seuil de 100 000 UFC/l en Legionella pneumophila ;
- ferme la purge de déconcentration pendant deux heures.

Pendant cette désinfection choc de biocide non oxydant, l'exploitant s'assure que l'hydraulique reste stable (pas d'ouverture de bypass, pas de remise en service d'équipements initialement à l'arrêt).

La désinfection choc de biocide non oxydant (isothiazolinone à 100 ppm) peut être réalisée tous les 3 temps de demi séjour de façon à maintenir une concentration supérieure à 25 ppm. Si la teneur en matières en suspension vient à augmenter drastiquement, l'injection peut être réalisée toutes les 2 temps de demi-séjour.

En parallèle, l'exploitant :

- réalise une analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) et un test PCR en Legionella pneumophila sur le circuit de refroidissement qui a la concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/l ;
- réalise un test PCR en Legionella pneumophila de l'eau des autres circuits de refroidissement ;
- met en place et affiche un périmètre de sécurité autour des tours aéroréfrigérantes, au sein duquel l'accès est réservé aux personnes désignées conformément aux dispositions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;
- informe l'inspection des installations classées, le médecin du travail, la commission en charge de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail de l'établissement, les salariés, du dépassement du seuil de 100 000 UFC/l en Legionella pneumophila.

Article 3.4 – Mesures correctives et/ou curatives à réaliser après l'arrêt de la dispersion :

À l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives de l'article 3.3, l'exploitant en vérifie l'efficacité en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila, selon la norme NF T90-431 (avril 2006), et un test PCR en Legionella pneumophila. Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.

Dès réception des résultats de ces nouveaux prélèvements, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) et un test PCR en Legionella pneumophila sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure, après avoir effectué les actions mentionnées ci-avant, de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Article 4 : Modification de la stratégie de traitement :

La modification de la stratégie de traitement consiste à adapter les conditions de mise en œuvre du biodispersant et du biocide non oxydant ainsi que l'hydraulique des circuits de refroidissement du site de Villers-Saint-Paul.

L'exploitant doit réduire et maintenir le biofilm des circuits de refroidissement à une épaisseur minimale.

Ces modifications sont réalisées en deux phases :

- la première phase de modification de stratégie de traitement consiste en la modification de la gestion hydraulique, au maintien du biodispersant en concentration stable et permanente et à la réduction de la fréquence d'injection du biocide non oxydant pour éviter les surdosages. Pendant cette phase de changement de stratégie de traitement, l'exploitant s'assure que la présence de biocide non oxydant est en concentration efficace et permet de maintenir la concentration en légionelles dans l'eau. L'exploitant réalise un suivi de la concentration résiduelle en biocide non oxydant en temps réel ;
- la deuxième phase de modification de stratégie de traitement consiste à arrêter les injections de biocide non oxydant en préventif.

Pour chacune de ces deux phases de changement de stratégie de traitement, l'exploitant :

- réalise des analyses de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) et un test PCR en *Legionella pneumophila* à une fréquence hebdomadaire, en même temps et à partir du même échantillon ;
- démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila* par la réalisation des analyses mentionnées à l'alinéa précédent, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 résultats d'analyses en concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1000 UFC/L.

Article 5 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé à l'encontre de la présente autorisation environnementale, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier celui-ci à la préfète de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Lorsque le droit de former un recours contre la présente décision est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif de la part du requérant et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

L'envoi de la copie du recours gracieux ou hiérarchique au bénéficiaire de la décision ou l'envoi de la copie du recours contentieux au bénéficiaire de la décision et à la préfète de l'Oise respecte les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement.

Article 6 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Villers-Saint-Paul pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Villers-Saint-Paul fait connaître, par procès-verbal adressé à la Préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Villers-Saint-Paul, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **08 NOV. 2024**

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

Destinataires :

Société ARKEMA

Le sous-préfet de Senlis

Le maire de Villers-Saint-Paul

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts de France

L'inspecteur de l'environnement

s/c du chef de l'unité départementale Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

